

Abel Alexis LOUIS, *La Culture matérielle des élites sociales et des milieux populaires en Martinique (1852-1900)*, Paris, L'Harmattan, 2023, 260 pp.

Michael LIOI
Università degli Studi di Milano

Dans sa monographie, Abel Alexis LOUIS explore la dimension matérielle de la culture au sein de la société martiniquaise du Second Empire et de la Troisième République. Dans son « Introduction » (pp. 9-21), l'auteur présente d'abord ces notions essentielles de culture et de culture matérielle, en convoquant les écrits d'anthropologues, notamment Marcel MAUSS, et d'historiens, pour ensuite rendre manifeste l'intérêt envers ces approches matérielles de la culture au tournant du XXI^e siècle.

Le premier chapitre de l'ouvrage, « Des milieux professionnels hétérogènes selon les sources d'archives » (pp. 23-35), permet à l'auteur d'explicitier les sources qui sont à la base de cette étude très ponctuelle ; trois types de sources sont ainsi identifiés. D'abord, LOUIS signale la présence des contrats de mariage qui ont fait l'objet d'une dépouille. Or, comme l'affirme l'auteur, les contractants « n'étaient pas toujours enclins à faire notifier les éléments détaillés de leur patrimoine » (p. 23) et c'était le plus souvent les futures épouses qui mentionnaient leurs biens. Ensuite, les testaments représentent une autre importante source, qui a d'ailleurs permis de réfléchir sur la différence des niveaux de vie des classes sociales étudiées. Comme troisième et dernière source, l'auteur évoque les inventaires après décès, et notamment deux fonds notariaux à la Trinité et à Fort-de-France, beaucoup plus complets par rapport aux premiers ; ces inventaires ont en outre permis de cataloguer les secteurs d'activités les plus représentés chez les hommes et les femmes.

Dans « Une culture matérielle à l'œuvre dans les intérieurs urbains et ruraux : un art de vivre à la française ou déjà créole ? » (pp. 37-97), l'auteur présente les intérieurs de trois milieux de population : aisé, intermédiaire et populaire. Cette étude se base sur les inventaires après décès qui ont été analysés. Le premier constat qu'il avance concerne l'agencement de ces intérieurs, qui diffère entre la ville, peuplée par les familles les plus aisées, et les zones rurales. Évidemment, la structure des intérieurs correspondait au niveau de richesse de la famille : à Fort-de-France, les demeures des ménages les plus riches disposaient de plusieurs chambres, notamment de salons et de galeries, où la présence de marbre était régulière. Le nombre de pièces du mobilier changeait aussi en fonction du niveau de la fortune, allant d'environ une dizaine de meubles pour les classes populaires, jusqu'à quarante pièces pour les élites.

Le troisième chapitre de l'ouvrage, « La mise des intérieurs martiniquais : la bibliothèque, symbole d'instruction et de distinction » (pp. 99-114), étudie la présence d'un élément en particulier au sein des habitations : la bibliothèque, « qui joue un rôle de plus en plus important dans le système de valeurs et de représentation des milieux fortunés » (p. 99).

PONTI / PONTS
langues littératures civilisations des pays francophones

ISSN : 2281-7964
n. 24, 2024
DOI : 10.54103/2281-7964/28078

SECTION FRANCOPHONIE DE LA CARAÏBE
Coordonnée par Francesca PARABOSCHI
francesca.paraboschi@unimi.it

NOTE DE LECTURE

Open Access



Les bibliothèques recensées peuvent être regroupées en deux catégories, associées à deux classes distinctes : d'abord les bibliothèques moyennes et petites, au sein des habitations des élites martiniquaises et des milieux intermédiaires, tandis que les bibliothèques des classes populaires sont considérées négligeables. Cette analyse permet d'observer que le livre, dans les demeures martiniquaises, était rare (probablement à cause du faible niveau d'alphabétisation). Les bibliothèques privées étaient plus riches auprès de certains milieux intermédiaires, comme chez les curés ou les fonctionnaires. Quant aux milieux populaires, les revenus insuffisants ne permettaient pas de se tourner vers le livre.

Dans « Le paraître vestimentaire : une nécessité socioculturelle » (pp. 115-152), l'auteur s'intéresse à l'importance des vêtements au sein de la société martiniquaise. Encore une fois, les trois catégories sociales sont analysées et le premier constat est lié à l'aisance économique de la famille, qui « pouvait et devait être visible par le biais de l'habit et de la robe » (p. 127). En particulier, les élites sociales possédaient des garde-robes très variées : certaines femmes optaient pour des pièces dont l'influence était française ou européenne, alors que d'autres possédaient des robes indiennes et des mouchoirs en madras marquant une « influence désormais créole » (p. 119). Ces derniers s'imposaient en revanche chez les femmes des milieux intermédiaires. Plus en général, si chez les femmes des élites sociales la couleur domine, chez les hommes ce sont plutôt des costumes sombres qui occupent la place, en s'approchant beaucoup plus des élites européennes. Les milieux populaires, enfin, disposaient d'un nombre réduit de pièces, ce qui les empêchait de renouveler le vestiaire au quotidien : il paraissait, d'ailleurs, usé et en mauvais état.

Dans le dernier chapitre, « Un art de la table à la française, à la russe ou déjà métisse ? » (pp. 153-232), l'auteur s'intéresse aux tables et à la disposition des mets. Dans les demeures des élites sociales, la présence d'argenterie, de vaisselle et de verrerie était indispensable afin de montrer à la fois la réussite sociale et la richesse du propriétaire. La même argenterie était présente auprès des classes intermédiaires, quoique sa valeur soit moindre, à l'exception de l'argenterie présente au sein des demeures de Fort-de-France, qui était de meilleure facture. Du côté des mets, la présence de cuillères à soupe et de soupières, répertoriées dans les inventaires, suggèrent que les potages faisaient partie des habitudes des deux milieux sociaux. En cuisine, les préparations, et notamment la manière de cuire, sont beaucoup plus proches des habitudes du Midi de la France et se modifient avec l'arrivée de nouvelles épices, en provenance de l'Inde, vers la moitié du XIX^e siècle : l'on introduit, par exemple, le mijotage. Du côté des classes populaires, l'argenterie était moins importante. Les classes populaires se nourrissent de mets moins coûteux : la viande, par exemple, est moins présente, contrairement aux classes aisées, qui profitent davantage de viande de bœuf. Un ingrédient très répandu dans ces milieux était la farine de manioc, déclinée en plats salés et sucrés, ce « qui décrit la condition d'une personne particulièrement pauvre » (p. 223).

Cet ouvrage rend parfaitement compte des modes de vie et des habitudes des élites sociales, des milieux intermédiaires et des classes populaires à la Martinique, à travers l'étude de documents divers et notamment d'inventaires d'après décès. Les éléments présentés sont très détaillés : la description est en effet accompagnée des noms des propriétaires, appartenant aux trois milieux différents, et de leur profession. L'étude permet en outre de fournir des détails concernant les changements socio-culturels par le biais de l'introduction d'éléments, notamment les ingrédients en cuisine, appartenant à des cultures différentes : l'auteur nous invite à réfléchir sur les usages tantôt plus européens, voire parisiens, tantôt plus créoles de la culture matérielle examinée.